

# COMBIEN DE TEMPS ALLONS-NOUS ENDURER ÇA!

Le pire est à venir et nous le savons tous avec la crise...

Pour maintenir leur marge d'exploitation et les dividendes des actionnaires, le patronat met en place une nouvelle course au taux de profit, comme toujours au détriment de la condition salariale : licenciements massifs, fermetures de sites jugés peu productifs et augmentation de la productivité. Ayant l'obligation de réduire sa dette, aggravée par la crise, et conformément au traité de Maastricht (maintenir les équilibres budgétaires), l'Etat accentue son attaque de l'ensemble de la protection sociale.

Les conditions de vie de toute une frange de la population vont se détériorer davantage, tandis qu'une minorité continuera à bien profiter des bénéfices que le système capitaliste lui procure.

## Face à cela, soit nous plions, soit nous choisissons la révolte

Les dernières manifestations massives signent peut être la fin d'une atonie généralisée. Les réactions offensives (séquestrations, destructions de matériels, occupations, etc.) de plusieurs luttes salariales en sont la preuve et renouent avec ce syndicalisme d'action directe (agir soi-même sans aucun intermédiaire). Mieux encore, l'usage d'assemblées générales et de comités de lutte (de salariés syndiqués ou non) réintroduit les principes de la **démocratie directe**, comme à l'usine Caterpillar à Grenoble... Ce vieux fond anarchosyndicaliste refait surface, n'en déplaise aux adeptes du dialogue social.

Néanmoins, **nous ne gagnerons pas en luttant boîte par boîte**. Le pouvoir sait donner à l'un pour reprendre à l'autre et user ainsi de la division. Ce que le pouvoir concède en hausse de salaires est repris au consommateur par l'inflation ; ce qu'il octroie au travailleur, il le récupère sur l'usager. De plus, dans l'économie de marché, toute ratification d'une convention collective avantageuse aboutit à une faiblesse concurrentielle. Le résultat est que l'entreprise restructure en dénonçant la dite convention collective (les 35 heures, par exemple). La seule manière d'empêcher la mise en concurrence de la force de travail est d'imposer un statut unique. Pour obtenir cela, il faut avancer un cadre revendicatif unifiant qui permette **une réelle convergence et massification des luttes actuelles et futures**.

Une ébauche de cette démarche est en cours à l'université de Caen. En effet, depuis le mois de novembre, un mouvement dénonce des réformes attaquant notamment le statut des enseignants chercheurs... A ces revendications catégorielles, la CNT-AIT et d'autres ont proposé à l'assemblée générale un cadre revendicatif plus large (accès aux besoins fondamentaux) et d'agir, en vue d'une convergence et d'une massification de la lutte, en direction des autres secteurs salariés et plus largement de la population. Approuvée par l'assemblée générale, la première traduction significative est le soutien apporté aux salariés de Valéo (présence au piquet de grève et action commune lors du barrage filtrant au rond-point de Mondeville). D'autre part, des réunions visant à des actions communes sur la ville se mettent en place à l'université<sup>1</sup>. Nous invitons tous ceux qui partagent ce constat à participer à cette initiative en prenant contact auprès de l'assemblée générale (tous les mardis à 10 heures, au campus 1 de l'université de Caen).

## **Contre l'Etat et le patronat, Résistance populaire autonome ! Construisons la grève générale !**

CNT/AIT  
Association Internationale des Travailleurs  
BP 2010  
14089 Caen

<http://cnt.ait.caen.free.fr>  
[cnt.ait.caen@free.fr](mailto:cnt.ait.caen@free.fr)

